

Demain en France, chantier d'expressions

Philippe Auzet responsable du secteur culture à la Ligue de l'enseignement

Nous avons beaucoup parlé, hier, dans le cadre historique, de différentes cultures, notamment des cultures de l'immigration, et des cultures régionales. Se pencher sur la diversité culturelle, c'est donc bien considérer les relations entre ce qui serait une culture française et les cultures d'autres parties du monde, lorsque des étrangers passent sur notre territoire, qu'ils y voyagent ou qu'ils décident de s'y installer, ou bien des relations entre une culture qui se choisit comme langue le français, et d'autres qui continuent à faire vivre, sur le même territoire, une langue régionale.

Mais c'est également considérer la culture, ou les cultures, vers lesquelles se tournent plus volontiers les jeunes, et ce qu'en pensent – ou n'en pensent pas – les gens plus « établis » ; c'est considérer les relations entre la culture Hip-hop, par exemple, et une culture plus académique, qui tend volontiers à se considérer comme plus légitime.

L'opération *Demain en France, chantier d'expressions* est au cœur de ces questions, non seulement à cause des raisons qui ont présidé à son lancement, mais par les modalités qui ont été choisies pour la mettre en œuvre.

Un contexte

En juin 2005, à la suite de la mort d'un adolescent victime d'une balle perdue lors d'un règlement de comptes entre gangs, Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, déclare lors de son déplacement pour se rendre sur les lieux, vouloir « nettoyer la cité au Kärcher »¹. Quelques mois plus tard, deux adolescents, Zyed et Bouna, poursuivis par la police alors qu'ils rentrent d'un match de foot, se réfugient dans un transformateur E.D.F. et meurent électrocutés. Nicolas Sarkozy se déplace alors à Argenteuil, et, s'adressant à une riveraine, déclare : « vous en avez assez de cette bande de racailles ? Eh bien on va vous en débarrasser »². Il persiste dans ce vocabulaire, opposant à d'autres occasions les « voyous, les racailles », et les « braves gens qui veulent avoir la paix ».

Durant les mois de novembre et décembre, les émeutes enflamment les banlieues, à tel point que le Premier ministre, Dominique de Villepin, décrète l'état d'urgence et instaure un couvre-feu, et que le Président de la République, Jacques Chirac, prend la parole pour tenter d'apaiser la polémique provoquée par son ministre de l'intérieur : « En France, tous les citoyens sont les filles et les fils de la République. Il n'y a pas de catégorie de Français. Il n'y a que des citoyens libres et égaux en droit »³.

De là, on peut faire deux constats : le premier est de considérer qu'il y a bel et bien, à travers les paroles d'un ministre de l'intérieur appelé deux ans plus tard à devenir Président de la République, une opposition entre différentes catégories de population : les « racailles », les « voyous », d'un côté, et les « braves gens » de l'autre ; le second est dans la manière dont a été gérée la situation : à une expression de colère qui se traduit par de la violence (et qu'évidemment je ne légitime pas), l'unique réponse est le mépris, l'insulte et la répression. Aucun dialogue n'est instauré.

C'est dans ce contexte que la Ligue de l'enseignement décide de lancer l'opération *Demain en France, chantier d'expressions*, mais, puisque nous sommes en 2015, donc dix ans après, nous pouvons prendre quelques minutes pour élargir le contexte à analyser, avant et après cette période précise de fin 2005.

En premier lieu, et cela bien avant ces émeutes, au début des années 2000, l'attitude des pouvoirs publics envers les cultures « jeunes », le Hip-hop, le Street art... est mitigée.

¹ Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, à La Courneuve, 29 juin 2005

² Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, à Argenteuil, 26 octobre 2005

³ Réponses de Jacques Chirac, Président de la République, aux 50 questions posées par les lecteurs du *Parisien*, sur le site de l'Élysée, 12 décembre 2005

Certains y accordent une curiosité et un intérêt polis, mais sans plus, pendant que d'autres se réjouissent de l'avènement dans les banlieues de cette forme de culture, encourageant les jeunes à la développer, mais... en restant dans les banlieues. D'autres enfin, croyant acheter une sorte de paix sociale avec une bonne dose de démagogie, accordent, sans y regarder de très près la reconnaissance et le label culture, culture Hip-hop, culture « jeune », à l'ensemble des productions que ces jeunes créent.

Cette non-prise en charge, ce désintérêt aboutit à ce qu'il n'y a pas de réel travail de l'institution autour de ces formes d'expression fraîchement arrivées pour la plupart des Etats-Unis, et dont pas de hiérarchisation entre – non pas les divers domaines de production – mais entre les productions dans un domaine déterminé. « C'est du rap ! », « C'est du slam ! »... Certes, mais reste à savoir si c'est du *bon* rap ou du *bon* slam, comme il y a du *bon* théâtre et du *mauvais* théâtre. Cette situation crée un certain relativisme : tout vaut tout, et les textes les plus poétiques de Grand Corps Malade vont côtoyer les pires productions de post adolescents autoproclamés artistes. Ce n'est pas le jugement esthétique qui décidera de ce qui a une valeur artistique : en définitive, c'est le marché, et les ventes de tel ou tel album, qui propulsera tel ou tel au rang d'artiste. Je repense à ce clip de Booba, dans lequel on le voit chanter, avec en arrière plan de jeunes femmes, fortement dévêtues, ondulant à quatre pattes sur le capot d'une grosse voiture américaine. On peut, je pense, s'interroger sur la valeur artistique de cette chanson et de cette vidéo. Et je prends cet exemple, car il s'est trouvé que cette chanson a été sélectionnée dans une liste de « musiques actuelles » préconisée par l'éducation nationale, en partenariat, à l'époque, avec les Inrocks : ces musiques intéressaient tellement peu l'institution que personne ne s'en est aperçu, jusqu'à ce que des parents s'émeuvent et que le titre soit retiré.

Cela pose également la question, plus qu'actuelle dans la période de révolution des industries culturelles que nous connaissons, de l'œuvre d'art à côté du produit culturel, mais je ferme la parenthèse, car il s'agit d'un autre débat, même s'il est proche.

Dernier élément de contexte que je veux évoquer, celui qui a suivi les émeutes de 2005, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy et pendant son quinquennat.

On se souvient que le premier geste du président élu, le soir de son élection, est de réunir ses proches et ses amis au Fouquet's. On se souvient également que, quelques jours après son élection, c'est sur le luxueux yacht de son ami milliardaire Vincent Bolloré qu'il prend quelques jours de repos. On se souvient encore de Jacques Séguéla déclarant en 2009 sur France 2 qu'on ne peut pas reprocher à un Président de la République d'avoir une montre Rolex, précisant que « Enfin... tout le monde a une Rolex. Si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie ! »⁴.

On se souvient enfin de La Princesse de Clèves, dont Nicolas Sarkozy dit en 2008, dans ce qu'il pense être un trait d'humour sans doute, qu'il « [a] beaucoup souffert sur elle »⁵, après qu'il eut dit, en 2006, alors candidat à l'élection, qu'il était ridicule d'inscrire La Princesse de Clèves à un concours d'attaché d'administration⁶...

Bref, on se trouve, dans la période 2006 – 2012, dans un temps de complète déconsidération, voire de mépris de la culture, un temps où les élites dirigeantes affirment, dans leurs dire et dans leurs gestes, que ce qui fait la réussite, ce n'est pas l'émancipation, ce n'est pas l'accomplissement de soi en tant que citoyen, ce n'est pas l'élévation de l'esprit à travers les arts et la culture ; non, ce qui fait la réussite, c'est la richesse financière, c'est le luxe des marques, c'est l'affichage des signes extérieurs de richesse.

⁴ Les 4 vérités, France 2, 13 février 2009

⁵ Nicolas Sarkozy, président de la République, lors d'un déplacement dans un centre de vacances en Loire-Atlantique, juillet 2008

⁶ Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur et candidat à l'élection présidentielle, devant une assemblée de fonctionnaires à Lyon, le 23 février 2006

Et, considérant l'ensemble de ces années cette fois, on se trouve dans le curieux paradoxe d'une élite au pouvoir qui ignore voire méprise la jeunesse, ignore, voire méprise la culture, en même temps qu'elle reprend à son compte le pire de ce que la culture rap a pu produire : le « bling-bling ».

Pardonnez-moi d'avoir été un peu long dans la contextualisation de cette opération Demain en France, mais ce contexte est important, car il est d'une part toujours d'actualité sur certains points, et a été d'autre part déterminant dans le choix de la forme atelier de pratique artistique dans la mise en place de l'opération.

Et l'expression des jeunes dans tout ça ?

Mais revenons à 2006...

Les émeutes de fin 2005 sont donc l'expression d'une jeunesse qui se sent, au mieux, ignorée, au pire, méprisée, ghettoïsée, stigmatisée.

La Ligue de l'enseignement fait alors un constat : celui d'une société qui est en train de se fragmenter, une société où le vivre ensemble est fragilisé, et dans laquelle les phénomènes communautaristes se développent de manière inquiétante. Certaines catégories de la population sont stigmatisées : la jeunesse est volontiers désignée comme fauteur de trouble. La Ligue travaillera d'ailleurs tous ces thèmes, essayant d'apporter des éléments de réponse dans son manifeste « Faire société », rendu public lors du congrès de Toulouse. Mais dès début 2006, elle affirme sa volonté que la jeunesse trouve sa place dans la société, pour pouvoir s'y exprimer librement tout en respectant les règles du jeu démocratique.

Il s'agit, avec Demain en France, de mettre en place un chantier d'expression de la jeunesse, qui, si elle revendique à bon droit de s'exprimer, s'est, dans les émeutes, trompée de mode d'expression.

Dans le livret de mise en œuvre de l'opération, conçu pour accompagner les fédérations, on peut lire :

« Parce que nous sommes les témoins d'une difficulté grandissante à partager le sentiment d'appartenance à un destin commun dans la République ; parce que nous refusons une société fragmentée, agrégat de ghettos désunis et fondés sur des affinités électives, la préservation des qualifications ou les assignations à résidence ; parce que la jeunesse, stigmatisée ou courtisée, doit pouvoir s'exprimer et être entendue afin de prendre place dans la société ; parce que dans un monde ouvert, la France se construit par sa diversité et l'apport de ses immigrations, la Ligue de l'enseignement, mouvement laïque d'éducation populaire, affirme à nouveau que la laïcité constitue la condition de la libre et perpétuelle invention des valeurs qui nous fondent ; l'ambition démocratique de la République doit être le recul des déterminismes ; l'éducation doit permettre l'expression comme transformation de la violence ; l'estime de soi et des autres s'éprouve dans l'action et le projet partagé ».

Je cite ce passage, car, dans les constats qui sont fait, ce texte n'a pas pris une ride 10 ans plus tard ; et dans les affirmations de la Ligue, sur la laïcité, l'ambition démocratique, l'éducation, nous retrouvons tous les enjeux d'aujourd'hui.

A propos du dispositif

Demain en France, chantier d'expressions repose sur une idée simple : il s'agit de permettre aux jeunes de 12 à 20 ans d'exprimer, à travers des ateliers de pratique artistique, leurs idées, leurs envies, leurs utopies pour demain, en France. Tous les champs artistiques sont concernés. Les champs « traditionnels », théâtre, cinéma, arts plastiques, photographie, écriture... Mais également le Hip-hop bien sûr, dans les quatre champs où il se décline : rap, slam, danse et graff, et des champs nouveaux, tels la

vidéo, les films en tourné-monté sur téléphone portable... Ces ateliers sont encadrés par la Ligue, et accompagnés par un artiste.

L'originalité de l'opération, qui repose sur un dispositif que la Ligue pratique depuis longtemps, réside dans le fait que ce sont les jeunes qui choisissent le message qu'ils veulent délivrer, et ce sont également eux qui choisissent le médium par lequel ils veulent le faire passer.

De son côté, la Ligue garantit que l'expression sera libre et non récupérée, et qu'elle sera entendue au-delà du simple groupe des participants. En effet, rien n'aurait été plus contreproductif que de confiner ces groupes dans leur territoire habituel. Aussi, la Ligue organise des rassemblements pour des présentations publiques, dans un village, dans une ville, dans un hémicycle de Conseil général ou régional, pendant la première quinzaine de juin. L'expression des jeunes est ainsi entendue, par d'autres groupes de jeunes qui viennent d'endroits différents, par des parents, par des habitants, des éducateurs, et aussi par des élus.

De l'importance du choix de la forme « atelier de pratique artistique »...

Ici je fais un petit détour par l'éducation artistique et culturelle. C'est un sujet tout à fait d'actualité, dans le contexte de la loi de refondation de l'école de la république, et la volonté des deux ministères – Education nationale et Culture – d'en faire une priorité, notamment par la mise en place des Parcours d'éducation artistique et culturelle.

La mise en place d'ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de Demain en France a bien sûr été l'occasion pour les jeunes participants de voir des œuvres, traitant de thématiques similaires ou voisines, ou dans le même champ artistique, et de rencontrer les artistes qui les ont accompagnés. On était là typiquement dans les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle, à savoir : rencontrer les œuvres, rencontrer ceux qui les font, et pratiquer.

Pour la Ligue, l'éducation artistique est le lieu où j'apprends à caractériser mes émotions, à éprouver une émotion artistique qui aille au-delà de l'émotion immédiate et primaire. C'est important parce que cette émotion primaire, c'est celle que nous proposent la plupart des médias, que ce soit avec des images choc dans certains journaux télévisés, et même, en creux, par le fait que certains autres journaux télévisés fassent le choix de ne pas diffuser ces images, mais le précisent, « parce qu'elles risquent de choquer les plus sensibles », alimentant par cette précision tous les fantasmes ; que ce soit dans les émissions de télé-réalité où l'on voit des gens souffrir, s'humilier, se séparer... ; que ce soit enfin dans les talk-shows misérabilistes où des gens racontent, sans aucune distance, leur vie, les calvaires qu'ils ont pu endurer...

L'éducation artistique est alors le lieu privilégié où j'apprends à mettre cette émotion à distance, à l'analyser, et à la confronter à l'émotion des autres. C'est le lieu où j'accède au symbolique, justement parce que je mets cette émotion à distance.

C'est particulièrement important dans Demain en France, parce qu'il s'agissait bien de canaliser des émotions, de transformer la colère, la violence, en une expression qui soit saisissable par tous. C'est important aussi parce que dans ces ateliers, les jeunes s'approprient les mêmes outils, les mêmes codes, sur des formes d'expression nouvelles, que les détenteurs d'une culture hégémonique qui se veut la seule légitime.

En y réfléchissant, la forme de Demain en France, avec les objectifs que nous nous étions fixés, ne pouvait être que celle-là, qui porte une expression, mais par le mode du sensible.

Quelques chiffres

Pendant 10 ans, après une première année où une trentaine de fédérations départementales se sont lancées dans l'aventure dès le début, une cinquantaine de fédérations ont participé chaque année, avec environ 150 ateliers par an, qui rassemblaient quelque 2 000 jeunes.

Ainsi, en dix ans, nous avons touché, grâce à ce chantier, 20 000 jeunes dans près de 1 500 ateliers. On peut noter au passage que cela fait une moyenne d'environ 13 jeunes par atelier, ce qui est un indice de la qualité du travail qui s'est effectué dans les ateliers : il ne s'agissait pas de faire du nombre, mais de pouvoir prêter de l'attention à chaque jeune au sein du collectif.

Précisons également qu'avec Demain en France, si nous avons évidemment porté une attention particulière aux quartiers populaires, nous n'étions pas dans une logique de réparation sociale, comme le montre la répartition géographique des ateliers, qui se sont développés à 40% dans les quartiers populaires, mais également à 40% dans des quartiers urbains « de centre ville », et à 20% en milieu rural. Il était important pour nous de permettre à des jeunes qui sont éloignés de la ressource culturelle par leur situation géographique, d'y accéder.

Ce que l'on a constaté

On doit d'abord faire le constat que dans beaucoup d'ateliers, les jeunes ont spontanément traité plutôt la question de « aujourd'hui en France » que « demain en France », ce qui n'est pas du tout illogique, dans la mesure où cela traduit la non-satisfaction d'une situation, qu'il faut bien constater et dénoncer *a minima* si l'on veut envisager une situation différente pour après.

On a constaté également que pour beaucoup de jeunes, il s'agissait là de leur première prise de parole politique ; et pour beaucoup, même, de leur première prise de parole, sur le mode de l'expression d'un ressenti, d'une confrontation de ce ressenti avec celui des autres, de la participation à un débat et de l'élaboration d'un discours.

Demain en France a été un excellent laboratoire de formation du citoyen : cela a été l'occasion pour beaucoup de jeunes d'apprendre ce que j'ai le droit de penser, ce que j'ai le droit de dire, ce que je n'ai pas le droit de dire. Cela a d'ailleurs été une question pour certaines fédérations : dans la mesure où il n'y avait pas de discours préconçu, comment réagir par rapport à la parole de certains jeunes qui, spontanément, pouvaient exprimer des choses très limites...

En dernier lieu, Demain en France a été un lieu de transformation du regard : du regard sur soi tout d'abord, mais également du regard sur les autres, et du regard des autres sur soi. J'ai le souvenir de cette jeune fille, interviewée par un média local dans l'Aveyron lors d'un rassemblement régional, qui disait que depuis qu'elle avait participé à cet atelier théâtre, où le groupe avait écrit une saynète qu'il avait ensuite montée et présentée sur scène, sa mère ne la regardait plus de la même façon. Non seulement son regard avait changé, mais la jeune fille en avait pleinement pris conscience...

Je dois rajouter que malheureusement – mais c'est un problème partagé par bien d'autres structures, et dans nombre d'autres actions – il nous a été très difficile de capitaliser les productions de Demain en France, les fédérations ayant fait un travail formidable, mais qui n'a pas nécessairement été relayé au-delà de l'échelon local ou régional. Cela aurait été un véritable travail, à part entière, et en marge de Demain en France, que de recenser tous ces travaux, pour pouvoir donner accès à toutes les productions.

Pour terminer

La Ligue, à l'occasion de Demain en France, ne s'est pas embarrassée à catégoriser les expressions qu'elle a pu rassembler : expression savante, expression populaire,

expression jeune, expression académique... Elle s'est attachée à mener des ateliers de qualité, accompagnés par des artistes, à hauteur des pratiques amateurs que pouvaient avoir les jeunes participants, certains bien sûr plus rompus à l'exercice que d'autres.

Elle a respecté l'engagement de montrer les productions, qui n'étaient pas des œuvres, ou de ne pas les montrer, se conformant à la volonté de certains groupes qui souhaitaient rester dans une certaine réserve, parce que le travail n'était pas terminé, parce que le groupe n'était pas content du résultat etc.

Pour vraiment terminer, je vous cite le tout nouveau référentiel du Parcours d'éducation artistique et culturel, qui parle d'une éducation à l'art qui « couvre les grands domaines des arts, sans s'arrêter aux frontières traditionnelles des Beaux-arts, de la musique, du théâtre, de la danse, de la littérature et du cinéma et en intégrant autant que possible l'ensemble des expressions artistiques du passé et du présent, savantes et populaires, occidentales et extra occidentales ; elle s'appuie sur le patrimoine, tant local que national et international. »

Avec Demain en France, il ne s'agit pas de se poser la question de savoir si le slam est supérieur ou inférieur à Jacques Brel, si le graff est supérieur ou inférieur à Picasso : ce sont des questions stériles parce que les enjeux de ces modes d'expression ne sont pas les mêmes. Il est bon de le rappeler, car même en 2012, on trouve encore des anciens ministres (Luc Ferry) et paraît-il philosophes, pour dire que « Eh oui, le Don Giovanni de Mozart, c'est supérieur aux tambourins nambikwaras »⁷.

Avec Demain en France, il s'est agi de montrer que la jeunesse pouvait s'exprimer, avec ses modes d'expression propre, mais avec des codes partageables par tous, et un message qui pouvait être entendu.

Avec Demain en France, on était dans le référentiel des Parcours d'éducation artistique et culturelle, 10 ans avant qu'il paraisse, référentiel qui, enfin, reconnaît et promeut la diversité culturelle.

Séminaire « La Ligue de l'enseignement et la pluralité culturelle. Du folklore à la diversité » 6 & 7 juillet 2015 CISP Ravel Paris

<https://memoires.laligue.org/>

⁷ Ce disant, en février 2012, Luc Ferry entendait appuyer les propos de Claude Guéant, alors ministre de l'intérieur, qui affirmait que « toutes les civilisations ne se valent pas ».